



Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, 8
Référence: 782/2019
17 DEC. 2019
Auxerre, le 16 décembre 2019
Copie à:

Monsieur Fernand ETGEN
Président de la Chambre des Députés
LUXEMBOURG



Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 83 de notre Règlement interne, je souhaite poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

« Le gouvernement a retenu dans l'accord gouvernemental qu'une production durable d'aliments de haute qualité, qui réduit significativement le recours aux produits phytopharmaceutiques dans une approche régionale, est une des priorités de la politique agricole nationale. Cette politique permettrait à renforcer la protection de l'environnement et l'action pour le climat. La digitalisation de l'agriculture contribuerait entre autres à atteindre cet objectif. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- 1) Quels programmes de formation continue sont actuellement proposés aux agriculteurs, horticulteurs et viticulteurs ? Quels sont les points forts de ces programmes ?
- 2) Existe-il des formations spécifiques axées sur le thème du développement durable, de l'agriculture biologique ou de la digitalisation en relation avec l'agriculture ?
- 3) Combien de formateurs sont nécessaires pour assurer ces formations continues ?
- 4) Combien d'agriculteurs, d'horticulteurs et de viticulteurs profitent de cette offre de formations ?
- 5) Quel budget est actuellement réservé aux diverses formations continues ? »

9, rue du St. Esprit
B.P. 510
L-2015 Luxembourg

Tel. : 22 41 84 1
Fax : 47 10 07

dp@dp.lu
www.dp.lu

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma très haute considération.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Bauler', with a stylized flourish at the end.

André BAULER
Député



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Aïff
Service des séances plénières et
secrétariat général
Tél. 466 966 223
Fax 466 966 210
e-mail: caiff@chd.lu

Monsieur Marc Hansen
Ministre aux Relations avec le Parlement
Luxembourg

Luxembourg, le 16 décembre 2019

**Objet : Question parlementaire n° 1613 du 16.12.2019 de Monsieur le Député André Bauler -
Formation continue en agriculture**

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Fernand Etgen
Président de la Chambre des Députés



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Agriculture,
de la Viticulture et du
Développement rural

Dossier suivi par : M. André LOOS
Tél : 247-82530

Réf.: 182/19

Monsieur Marc HANSEN
Ministre aux Relations avec le
Parlement

Service Central de Législation

LUXEMBOURG

Luxembourg, le 14 janvier 2020

Objet: Question parlementaire n° 1613 de l'honorable Député Monsieur André Bauler

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, ma réponse à la question parlementaire citée sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre de l'Agriculture,
de la Viticulture
et du Développement rural,


Romain SCHNEIDER



Réponse du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural à la question parlementaire n°1613 de l'honorable Député Monsieur André Bauler

Quels programmes de formation continue sont actuellement proposés aux agriculteurs, horticulteurs et viticulteurs ? Quels sont les points forts de ces programmes ?

La loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales a introduit par son article 38 un régime d'aides financières pour la mise en œuvre d'actions sur la formation professionnelle continue et l'acquisition de compétences. La coordination des actions incombe à la Chambre d'agriculture qui réalise annuellement un inventaire des besoins du secteur en vue de l'élaboration d'un programme d'actions qu'elle fait parvenir au Ministre de l'agriculture pour le 15 septembre de chaque année. Une aide portant sur les coûts d'organisation peut être allouée jusqu'à concurrence de 100 pour cent des coûts admissibles.

D'autre part, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural propose aux intéressés des formations initiales et continues portant sur l'emploi de produits phytopharmaceutiques conformément à la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques.

Existe-il des formations spécifiques axées sur le thème du développement durable, de l'agriculture biologique ou de la digitalisation en relation avec l'agriculture ?

Le programme détaillé des formations est publié mensuellement dans le journal « De Letzeburger Bauer » et sur le portail de l'agriculture.

Combien de formateurs sont nécessaires pour assurer ces formations continues ?

Quatre enseignants du Lycée technique agricole d'Ettelbrück (LTA) agissent en tant que formateurs, appuyés par le service de la protection des végétaux de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) et l'Institut viti-vinicole pour les cours portant sur l'emploi de produits phytopharmaceutiques.

Pour toutes les autres formations, le Ministère ne dispose pas d'informations détaillées sur le nombre de formateurs nécessaires pour assurer les formations continues organisées par des prestataires de services de transfert de connaissances externes.

Combien d'agriculteurs, d'horticulteurs et de viticulteurs profitent de cette offre de formations ?

Extrait de la réponse de Ministre de l'Agriculture à la question parlementaire n°932 de l'honorable Député François Benoy :

« Seul le nombre de participations aux différents modules est recensé. Etant donné que les candidats doivent participer à plusieurs modules de formations, le nombre de participations n'équivaut pas au nombre de candidats. En 2018, il y a eu 265 participations aux modules de la formation pour le certificat « usage professionnel » et 175 aux modules de la formation pour le certificat « assistant usage professionnel. En 2019, il y a eu 406 participations aux modules de la formation pour le certificat « usage professionnel ». »

Durant la campagne d'hiver 2018/2019, 1403 participants se sont inscrits dans les cours de formation continue organisés par des prestataires de services de transfert de connaissances externes et subventionnés par le Ministère de l'Agriculture. La campagne 2019/2020 n'étant pas encore clôturée, le chiffre provisoire s'élève actuellement à 1.082 participants.

Quel budget est actuellement réservé aux diverses formations continues ?

La participation financière de l'Etat intervient sur plusieurs niveaux :

Des décharges sont accordées aux enseignants du Lycée technique agricole d'Ettelbrück. En 2019, le service de la protection des végétaux de l'ASTA disposait en ce qui concerne les cours portant sur l'emploi des produits phytopharmaceutiques d'un budget de 5.000 euros pour procurer le matériel de formation. Le MBR Lëtzebuerg assure le secrétariat d'une grande partie des formations. Ce service est payé par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Pour l'année 2018, le montant s'élevait à 23.000 euros.

Pour la campagne 2018/2019, le Ministère d'Agriculture a versé aux prestataires de services de transfert de connaissances externes un montant total de 88.417,44 euros. Le montant d'aide engagé pour la campagne 2019/2020 s'élève actuellement à 107.763,89 euros.
